

Documents sauvegardés

LE FIGARO

© 2025 Le Figaro. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20250723-LF-1112*20*2772107955

Nom de la source	Mercredi 23 juillet 2025
Le Figaro	Le Figaro • no. 25165
Type de source	• p. 19
Presse • Journaux	• 1024 mots
Périodicité	Opinions
Quotidien	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
France	



La loi Duplomb est le dernier verrou avant le basculement d'un monde agricole en détresse

TRIBUNE - Les détracteurs de la loi Duplomb, des urbains qui ne connaissent pas grand-chose au monde agricole, criminalisent les gardiens d'une France périphérique déjà à bout de souffle, s'indigne l'eurodéputée*. Ce texte est pourtant le produit de la souveraineté populaire.

Imart, Céline

* **C**éline Imart est diplômée de Sciences Po Paris et de l'Essec. Elle est agricultrice et députée européenne LR.

Il y a un an, des milliers de paysans ont quitté leurs fermes. Non pas pour faire le spectacle, mais pour alerter une République devenue sourde. Avec un revenu en chute libre qui a baissé de 40% en 30 ans, des normes absurdes et des surtranspositions kafkaïennes, l'agriculture française étouffe, pour continuer de nourrir un pays qui l'ignore : 1 agriculteur sur 5 vit en dessous du seuil de pauvreté, et 529 suicides ont été recensés par la MSA [couverture sociale de l'ensemble de la population agricole, NDLR] dans les derniers chiffres disponibles en 2016, soit un 1,5 suicide par jour.

Dans ce paysage, Gabriel Attal s'est affiché en de Gaulle low cost, derrière une botte de foin, jouant au chef d'État sur fond rural, mais sans jamais prendre les décisions qu'exigeait la situation. Un homme, un sénateur a véritablement pris

la mesure de l'urgence : Laurent Duplomb, épaulé par Franck Menonville, avec une proposition de loi simple et courageuse, destinée à lever les entraves subies par la profession. Une loi de terrain, de réalité. Cette loi ne fait pas rêver les salons parisiens : elle allège, simplifie, débureaucratisé. Elle veut permettre à ceux qui se lèvent tôt de continuer à nourrir ceux qui ne savent plus d'où viennent les aliments dans leur assiette.

Et pourtant, les opposants ne retiennent qu'un mot : acétamipride. Comme si la France allait sombrer dans le chaos chimique à cause d'une substance autorisée partout chez nos voisins européens. Ils préfèrent crier à l'empoisonnement plutôt que d'affronter un fait simple : le problème, ce ne sont pas les agriculteurs. C'est le mensonge idéologique. Car contrairement à ce que martèlent les militants, la science n'a pas disparu. Elle a simplement cessé de les conforter. L'EFSA, autorité sanitaire européenne indépendante, a évalué des dizaines d'études sur l'acétamipride. Résultat : aucune preuve de danger significatif pour la santé humaine, la biodiversité ou les sols. Certaines études con-

tre l'usage de l'acétamipride sont même classées Tier 3, soit à fort risque de biais : méthodologies douteuses, dosages fantaisistes, indicateurs inutilisables. Ironie tragique : l'Imidaclopride, néonicotinoïde ultra-toxique interdit en agriculture depuis 2018, reste pourtant en vente libre pour nos animaux de compagnie - c'est même le produit phare des colliers anti-puces pour chiens.

Et pourtant, ils continuent. Non pour informer, mais pour alimenter leur fonds de commerce qu'est la peur, et pour criminaliser les gardiens d'une France périphérique à bout de souffle. Il y a la France qui se lève à 5h du matin, qui compte ses centimes, qui a les mains calleuses et enterre ses collègues morts de burn-out ou de suicide et la France des métropoles, connectée en 5G, qui commande du quinoa bio sur une appli entre deux trajets en trottinette électrique. Qui n'a jamais mis un pied dans une exploitation mais traite les agriculteurs d'empoisonneurs. C'est la confrontation entre ceux qui fument des clopes et roulent au diesel, et ceux qui paradent en vélo-cargo. Entre ceux qui nourrissent, et ceux qui donnent des

Documents sauvegardés

leçons. Sandrine Rousseau? Elle n'a jamais réfléchi à comment rendre une ferme rentable. Elle préfère l'agitation aux solutions. Marine Tondelier? Sauvée de justesse aux européennes, elle saute sur chaque buzz pour faire oublier son score et renflouer ses malles électorales. Et Dominique de Villepin? Il rêve de redevenir quelqu'un, quitte à se vautrer dans la convergence islamo-écologico-gauchiste, croyant y trouver une nouvelle légitimité.

La loi Duplomb a été votée démocratiquement. Elle est le produit de la délibération, de la souveraineté populaire. Mais cela ne suffit pas à Yaël Braun-Pivet, présidente de l'Assemblée nationale, qui choisit de s'aligner sur le vacarme médiatique plutôt que sur le respect de l'institution qu'elle incarne, en se déclarant favorable à rouvrir le débat. Demander un débat sur un texte déjà voté? C'est piétiner la légitimité du Parlement pour quelques minutes de visibilité. Cette dérive de la sphère militante écologiste n'est plus marginale : elle est devenue une méthode. Quand on ne gagne pas les élections, on cherche à gagner le chaos. Quand le chaos ne suffit pas, on use de recours juridiques pour écraser - comme ces agriculteurs vendéens condamnés à payer 1,5 million d'euros pour avoir, avec autorisation, utilisé l'eau des réserves.

Ceux qui attaquent la loi Duplomb ne veulent pas transformer la société, ils veulent en finir avec ce qui la structure : la souveraineté, l'ordre républicain, le respect du travail. On les voit dans les cortèges: les slogans anti-flics, les drapeaux palestiniens, les pancartes LGBT, les black blocs, les décroissants fanatiques. Ils se confrontent aux forces de l'ordre à coups de machettes, de boules de pétanque, en prétendant sauver la

planète et un pays qu'ils ne respectent pas. Comme Hassan et Greta : même bateau, même naufrage. Celui de la convergence des marchands de peur, des colères sans boussole, et de l'islamo-gauchisme électoral. On ne nourrit pas une nation avec des dogmes. On la nourrit avec des hommes, de la terre, et du respect pour ceux qui s'y consacrent. Aujourd'hui, plus de 50 % de nos fruits et légumes sont importés, autant de la volaille que nous consommons. Demain, ce seront nos viandes, nos céréales, nos racines.

La loi Duplomb est le dernier verrou avant le basculement d'un monde agricole en détresse, abandonné à l'incohérence réglementaire, face à une opinion publique déformée par l'agitation militante. Cette loi n'est pas un totem, c'est un signal de survie. Elle dit à ceux qui nourrissent la France : « Vous n'êtes pas seuls. Vous avez encore une République derrière vous. » Et à ceux qui, au nom d'un monde rêvé, voudraient détruire ce qui survit encore, elle répond fermement : « Vous ne parlerez pas au nom du peuple. Vous ne parlerez pas au nom de la science. Vous ne parlerez pas au nom du réel. » Notre survie en dépend. Et aussi la vôtre.